

Claude Berruer : "L'essentiel est d'obtenir un temps d'enseignement fécond"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 07 juin 2011

Suite à la réforme des programmes de SVT de première et la parution récente des manuels qui comportent de nombreux éléments idéologiques associés au *Gender*, Liberté Politique s'est entretenu avec l'adjoint au Secrétaire général de l'enseignement catholique, Claude Berruer.

Comment percevez-vous l'évolution du programme de SVT et les ajouts significatifs dans les manuels en faveur de l'idéologie du *Gender* ?

Dans le cadre législatif actuel, nous disposons d'une liberté critique vis-à-vis des programmes. En effet, nous sommes partenaires avec l'Etat et à ce titre, nous nous engageons à suivre un programme établi mais en conservant une liberté d'interprétation et d'enseignement fondamentale. Ici, il ne s'agit pas de se défendre contre une théorie mais de la présenter de façon à donner des repères aux jeunes. L'enseignement des principes idéologiques du *Gender* peut être l'occasion de la situer dans une présentation anthropologique qui permettra à l'élève de placer l'homme et la femme dans une vision juste de la nature et d'identifier les dérives possibles que le monde connaît et parfois plébiscite.

Il faut également distinguer la théorie du *Gender* de ses origines ou ses influences. Cette dernière est née d'un féminisme exacerbé. Pour autant, l'enseigner dans nos écoles en étant attentif à démontrer l'erreur d'un tel raisonnement ne signifie pas que nous soyons antiféministes ou que nous souhaitons promouvoir une vision machiste de la société. L'égalité homme/femme est une recherche légitime mais n'implique pas un rejet de la différenciation. L'égalité peut aller de pair avec la différence ! Notre enseignement n'est ni homophobe, ni antiféministe. Aujourd'hui, il y a beaucoup de repères à donner aux jeunes et il est très important que l'école puisse les informer correctement sur une vision de l'homme à laquelle ils seront de toute façon nécessairement confrontés un jour ou l'autre, comme il est important de pouvoir continuer de former aux repères essentiels de notre anthropologie.

Comment le Comité national de l'enseignement catholique compte-t-il réagir ?

Notre intention à l'heure actuelle est de constituer un groupe d'experts à la rentrée prochaine qui se composera sans doute majoritairement d'enseignants universitaires spécialisés dans les matières concernées et qui sauront nous éclairer sur les données anthropologiques de la question. L'idéologie du *Gender* n'est autre qu'une vision de l'être humain biaisée et il faut donc avant tout revenir aux fondamentaux et comprendre quels sont les éléments en cause pour ensuite ajuster notre enseignement sur ces questions là et identifier les repères à mettre en avant pour bien former nos jeunes.

Ces universitaires seront ensuite amenés à rencontrer des représentants d'enseignants et d'éducateurs auprès des lycéens. De cette façon nous espérons mettre au point des outils opératoires. Ce seront très certainement des fiches destinées aux professeurs de SVT mais également aux enseignants d'autres matières au sein desquelles il serait intéressant de compléter la formation comme par exemple en sociologie ou en philosophie. Ces fiches contiendraient également un ensemble de recommandations d'ouvrages théoriques.

Notre action se concentre donc aujourd'hui en trois points :

- Alerter les professeurs sur le choix des manuels
- Leurs faire parvenir une liste d'ouvrages théoriques qui leurs permettent de s'informer sur le sujet
- Suivra prochainement un échange entre notre secrétaire général et le ministre Luc Chatel dont les

modalités sont encore à définir.

En tant que partenaire de l'Etat sur les questions d'éducation, il nous paraît normal de dire notre opposition sans pour autant monter dans l'escalade.

Certains ont parlé d'objection de conscience et il a été évoqué une possible action en justice du CNEC contre le ministère...

Il n'est question actuellement d'aucune action en justice ! Nous ne sommes d'ailleurs pas dans un mouvement d'humeur. Il y a deux ans le CNEC a produit un document de référence sur l'éducation affective relationnelle et sexuelle, qui alertait déjà sur la diffusion de la théorie du genre. Aujourd'hui, notre action se situe dans la continuité de cette préoccupation pour encadrer les jeunes et leur donner des repères. Certains directeurs diocésains ont pu en effet employer les termes d'objection de conscience mais le comité n'a aucune intention d'aller dans cette voie.

Comment votre action s'organise-t-elle ?

L'enseignement catholique n'est pas une structure pyramidale avec une forte hiérarchie. Nous sommes attentifs aux initiatives des différents diocèses qui sont autonomes. Dans certains cas, nous relayons ces initiatives et les diffusons dans le réseau mais ce sont avant tout les directeurs qui ont la responsabilité de gérer comme ils l'entendent le diocèse qui leur est confié. Ils ont la pleine liberté du choix des moyens pour gérer les problématiques qu'ils rencontrent.

De notre côté, nous privilégions la mise à disposition de documents de référence qui permettent une formation continue de chacun des professionnels de l'éducation sur les problématiques anciennes ou nouvelles. En effet, si le travail de l'enseignant est d'éduquer à la liberté, la culture des professeurs est premièrement garante de sa propre liberté ! C'est donc une préoccupation de premier plan pour nous. Aujourd'hui nous disons à l'Etat que nous ne comprenons pas pourquoi le *Gender* devrait être enseigné en SVT alors qu'il n'est même pas scientifique. C'est important que nous puissions le dire et nous le disons. Cependant, il faut être attentif à la réaction que nous suscitons. L'essentiel est de faire en sorte d'obtenir un temps d'enseignement fécond pour les jeunes. Les manuels pourraient être supprimés, les programmes revus, cela ne garantit pas pour autant que les jeunes recevront un enseignement correct en la matière. C'est pourquoi, c'est toujours la culture et la formation du professeur que nous privilégions, avec la production de ces fiches pédagogiques par exemple. C'est pourquoi également notre action n'est pas ponctuelle. Il ne s'agit pas d'une réaction à la réforme du programme mais d'un travail étalé dans le temps.

Propos recueillis par A.B.

A télécharger :

- [le document de l'enseignement catholique sur l'éducation affective, relationnelle et sexuelle \[PDF\]](#)

A lire sur ce sujet :

- [Gender : les catholiques au pilori par Antoine Besson \(FIL\)](#)
- [Gender : les AFC lancent une pétition et écrivent au ministre \(FIL\)](#)
- [Gender : lettre ouverte de Christine Boutin au ministre Luc Chatel \(FIL\)](#)
- [Gender : un directeur diocésain réplique \(FIL\)](#)
- [Gender : Réplique d'évidence, la force de la littérature \(FIL\)](#)
- [Alerte Gender : état des lieux \(DECRYPTAGE\)](#)
- [Gender : Les brèches du bulletin officiel de l'Education nationale \(DECRYPTAGE\)](#)
- [Manuels de SVT : On nous demande de différencier identité et orientation sexuelles \(DECRYPTAGE\)](#)
- [Professeurs de SVT : L'acte de conscience avant l'objection de conscience \(DECRYPTAGE\)](#)
- [\[ALERTE\] : l'idéologie du gender s'invite dans les manuels de SVT, relayez notre action ! \(DECRYPTAGE\)](#)
- [Education nationale : le Gender s'inscrit dans nos manuels \(DECRYPTAGE\)](#)
